TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU TRAVAIL

(Division des services essentiels)

Région : Montréal
Dossier : 1437619-71-2509
Dossier accréditation : AM-1001-4867

Montréal, le 19 septembre 2025

DEVANT LE JUGE ADMINISTRATIF : **Michel Maranda**

Syndicat du transport de Montréal (CSN)
Partie demanderesse

c.

Société de transport de Montréal
Partie défenderesse

et

L'Aréna des Canadiens inc.
L'Aréna du Rocket inc.
Parties intervenantes

DÉCISION

[1] Une grève des salariés compris dans l'unité de négociation représentée par le Syndicat du transport de Montréal (CSN), le syndicat, est prévue à la Société de transport de Montréal, la STM.

[2] Cette dernière exploite un réseau de transport en commun intégré et complexe en raison de sa taille, de sa diversité et des nombreux services offerts. Elle assure les services d'autobus, de minibus, de taxis collectifs et de métro en ayant pour mission de favoriser et d'organiser les déplacements par transport collectif des personnes voyageant sur le territoire de l'île de Montréal.

[3] Le syndicat, est accrédité pour représenter :

Tous les employés de l'entretien des véhicules, du génie et de l'entretien des propriétés, des achats et magasins, sauf ceux appartenant à d'autres associations et ceux automatiquement exclus par la loi.

[4] Les parties sont assujetties à l'obligation de maintenir des services essentiels en cas de grève, puisque celle-ci peut avoir pour effet de mettre en danger la santé ou la sécurité publique¹.

[5] La convention collective unissant les parties est expirée depuis le 4 janvier 2025.

[6] Le 5 septembre 2025, le Tribunal reçoit un avis déposé selon l'article 111.0.23 du *Code du travail*, en vertu duquel le syndicat annonce son intention de recourir à une grève d'une durée de 14 jours, à compter du **21 septembre 2025 à 22 h** jusqu'au **5 octobre 2025 à 22 h**.³

[7] Le 5 septembre 2025 et conformément à l'article 111.0.18 du Code, les parties ont négocié les services essentiels à maintenir durant la grève et ont convenu d'une entente. Le 10 septembre 2025, le Tribunal rend une décision sur la suffisance de ceux-ci⁴.

[8] Cette entente prévoit notamment les plages horaires au cours desquelles les services normaux d'autobus et de métro devront être maintenus.

[9] Le 17 septembre 2025, L'Aréna des Canadiens inc. et L'Aréna du Rocket inc., conjointement désignés comme l'intervenant, formulent une demande de redressement en vertu de l'article 111.16 du Code. Cette disposition se lit comme suit :

111.16. Dans les services publics et les secteurs public et parapublic, le Tribunal peut, de sa propre initiative ou à la demande d'une personne intéressée, faire enquête sur un lock-out, une grève ou un ralentissement d'activités qui contrevient à une disposition de la

¹ *Société de transport de Montréal et Syndicat du transport de Montréal (CSN)*, 2024 QCTAT 3456.

² RLRQ, c. C-27.

³ L'avis de grève fait suite à une première grève de 9 jours qui a eu lieu du 9 au 17 juin 2025 au regard de laquelle le Tribunal a rendu une décision sur la suffisance des services essentiels, (*Syndicat du transport de Montréal (CSN) et Société de transport de Montréal*, 2025 QCTAT 2204).

⁴ *Syndicat du transport de Montréal (CSN) et Société de transport de Montréal*, 2025 QCTAT 3684.

loi ou au cours duquel les services essentiels prévus à une liste ou une entente ne s'avèrent pas suffisants ou ne sont pas rendus.

Le Tribunal peut également tenter d'amener les parties à s'entendre ou charger une personne qu'il désigne de tenter de les amener à s'entendre et de faire rapport sur l'état de la situation.

[Nos soulignements]

[10] Par une lettre acheminée au Tribunal, l'intervenant explique être préoccupé par la suffisance des services essentiels convenus en prévision de la grève devant commencer le 21 septembre 2025 et demande au Tribunal de tenir une enquête.

[11] Essentiellement, l'intervenant craint que la sécurité de la population soit mise en danger lorsque des spectateurs, assistant à certains événements en soirée, ne pourront pas jouir immédiatement des services d'autobus et de métro à leur sortie de l'amphithéâtre en raison des plages horaires négociées entre le syndicat et la STM.

[12] L'entente convenue entre elles prévoit notamment trois périodes de pointe lors de certaines journées où les services normaux d'autobus et de métro sont maintenus aux périodes suivantes⁵ :

Métro :

- De 6 h 30 à 9 h 40;
- De 14 h 45 à 17 h 50;
- De 23 h à 1 h.

Autobus :

- De 6 h 15 à 9 h 15;
- De 15 h à 18 h;
- De 23 h 15 à 1 h 15.

[13] Faisant suite à la demande de l'intervenant, le Tribunal a convoqué les parties à une audience le 18 septembre 2025 afin d'effectuer son enquête⁶.

[14] La STM et le syndicat ont confirmé au Tribunal avoir tenu compte des particularités de la ville de Montréal dans la négociation des services essentiels. La multitude d'événements sportifs et culturels présentés dans la métropole a été prise en considération dans le cadre des discussions sur les services à maintenir pendant la grève

⁵ Syndicat du transport de Montréal (CSN) et Société de transport de Montréal, précitée, note 4, par. 44.

⁶ Soulignons que des agents de relation de travail ont amorcé l'enquête la veille, dès la réception de la lettre.

et ayant mené à l'entente intervenue. Elles pouvaient d'ailleurs tirer profit d'une expérience récente de discussion d'enjeux potentiels de santé et sécurité publique lors de l'entente négociée pour la grève du mois de juin 2025.

[15] Ainsi, force est de constater que, lorsque l'intervenant écrit dans sa lettre au Tribunal « *Selon notre compréhension, la décision⁷ et l'entente ne traitent pas des événements qui auront lieu au Centre Bell et à la Place Bell entre le 22 septembre 2025 et le 5 octobre 2025* », il présume à tort que les parties n'ont pas considéré ces événements usuels dans le cadre de la négociation de leur entente.

[16] Quoiqu'il en soit, comme le mentionne le Tribunal dans sa décision⁸ du 10 septembre dernier sur la suffisance des services essentiels dans le cas présent, « *Le Code favorise la détermination des services essentiels par les parties elles-mêmes, qui sont les mieux placées pour les définir* ».

[17] Par conséquent, la demande de redressement présentée par l'intervenant doit être rejetée. Le Tribunal considère que dans les circonstances décrites, aucun élément nouveau ou non considéré par les parties n'est soulevé dans la demande.

[18] Terminons en soulignant que les inconvénients causés par la grève affecteront tous les usagers du transport en commun, et non uniquement les spectateurs assistant à des événements chez l'intervenant. « *C'est le propre de la grève d'infléchir l'opinion publique et de déranger, faut-il le rappeler* »⁹.

PAR CES MOTIFS, LE TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU TRAVAIL :

REJETTE la demande de redressement de **L'Aréna des Canadiens inc. et L'Aréna du Rocket inc.**

Michel Maranda

⁷ En référence à la décision du Tribunal du 10 septembre 2025 mentionnée précédemment qui déclare suffisant les services essentiels prévus à l'entente.

⁸ *Syndicat du transport de Montréal (CSN) et Société de transport de Montréal*, précitée, note 4, par. 33.

⁹ *Réseau de transport de la Capitale et Syndicat des employés du transport public du Québec Métropolitain inc.*, 2023 QCTAT 2525, par. 84.

M^{es} Francesca Cancino et Roxanne Lavoie
LAROCHÉ MARTIN (SERV. JURIDIQUE CSN)
Pour la partie demanderesse

M^e Camille Dulude
MONETTE BARAKETT, S.E.N.C.
Pour la partie défenderesse

M^{es} Benoit Brouillette et Frédéric Bolduc
LAVERY, DE BILLY, S.E.N.C.R.L.
Pour la partie intervenante

Date de la mise en délibéré : 18 septembre 2025

MM/nk